

Thread by @RaveaudGilles on Thread Reader App – Thread Reader App

 threadreaderapp.com/thread/1392333574356049921.html



Gilles Raveaud

7h, 25 tweets, 5 min read

Bonjour, il est 5h, je me réveille, je ne sais pas pourquoi.

UN PETIT FIL HISTOIRE DU CHÔMAGE.

En 1973, le choc pétrolier accroît fortement les coûts de production des entreprises. Elles augmentent leurs prix de vente : c'est l'inflation. L'activité économique ralentit. 1/25

Dès 1976, la France a 1 million de chômeurs. Mais les syndicats sont forts, notamment dans l'industrie. Les salariés demandent, et obtiennent, des hausses de salaires. D'où une seconde hausse des coûts de production des entreprises. 2/25

Les entreprises augmentent à nouveau leurs prix de vente, afin de répercuter les hausses de salaires. Se met alors en place le cercle vicieux hausse des prix - hausse des salaires - hausse des prix. C'est la "spirale inflationniste". 3/25

On appelle "valeur ajoutée" la création de valeur effectuée par une entreprise. Par exemple, pour un café servi en terrasse, la valeur ajoutée correspond à la différence entre le prix du café et ce qui a servi à le produire (grains de café, électricité, loyer...). 4/25

Cette valeur ajoutée, on peut l'appeler "richesse créée" chaque année. (Même si le terme de "richesse" a un sens particulier en économie, celui de patrimoine, qui est donc un stock, alors que la valeur ajoutée est un flux, renouvelé chaque année.) 5/25

Pour simplifier toujours, salariés et capitalistes se partagent cette richesse nouvelle. Les salariés touchent un salaire (y compris les cotisations sociales, qui sont un salaire différé). Les capitalistes touchent un profit. 6/25

L'une des grandes questions de l'économie politique est le "partage de la valeur ajoutée" : lorsqu'une nouvelle richesse est créée, à qui va-t-elle en priorité ? Aux salariés ? Ou aux capitalistes ? 7/25

L'énorme ironie des années 1970, c'est que, au cours de cette période de crise, les grands "gagnants" seront les salariés : la part des salaires fait un bon dans la valeur ajoutée - et donc la part des profits baisse fortement. 8/25

Cette situation est ironique, car les années 1970 sont le début de la fin pour le salariat, le moment où le chômage de masse, la stagnation du pouvoir d'achat, la précarité, s'installent, pour perdurer jusqu'à aujourd'hui. Une sorte de chant du cygne. 9/25

Mais, sur le plan comptable, les faits sont là : les plus grands perdants de la crise, ce sont les entreprises. En 1982, Michel Rocard et Jacques Delors ont raison : il faut sauver les boîtes ! Et donc "restaurer la rentabilité des entreprises". 10/25

C'est donc l'époque de la "modération salariale". La part des salaires dans la valeur ajoutée doit, en effet, baisser. Cette politique sera une immense réussite : dès 1986, la part des salaires tombe, et retrouve son niveau moyen des années 1960. 11/25

L'erreur, terrible, a été de continuer. Pourquoi ne s'est-on pas arrêté là ? Il y a plein de raisons. La première est que, avec le chômage de masse, les salariés ne revendiquent plus : qui va demander une hausse de salaire quand il y a 10 personnes pour vous remplacer ? 12/25

La seconde est la concurrence internationale : puisque tous les pays massacrent leurs salariés, chaque pays doit faire de même, s'il veut rester compétitif. En économie, on appelle cela un "défaut de coordination". Ou, tout simplement, la concurrence. 13/25

La "construction européenne" va considérablement aggraver le problème : suppression des droits de douane, marché unique et "liberté de mouvement des capitaux", décidée dans la perspective de la future monnaie unique, mettent une pression énorme sur les entreprises. 14/25

Et si cela ne suffisait pas, la première économie du continent, l'Allemagne, fait de la maîtrise de ses coûts salariaux la base de sa politique économique. Dans ce cadre, l'État comme les entreprises françaises n'ont pas le choix : la part des salaires doit baisser ! 15/25

Et c'est ce qu'elle fera durant de nombreuses années. Se pose alors un problème simple, déjà bien identifié par Marx : à qui les entreprises vont-elles vendre ? Si le chômage augmente, si les salaires stagnent, le "pouvoir d'achat", la capacité à acheter du pays, stagne. 16/25

Toujours pour simplifier, une entreprise peut vendre ses produits à 3 types d'acheteurs : les consommateurs, l'État, ou l'étranger. Lorsque les consommateurs font défaut, la commande publique peut les remplacer, comme le fait Joe Biden aux États-Unis actuellement. 17/25

Mais, dans le cadre de la destruction européenne de nos économies, le déficit - public -, la dette - publique -, c'est mal, très mal. Avec les "critères de Maastricht", la commande publique ne peut se substituer aux ménages consommateurs. 18/25

Ne reste alors qu'un seul client possible : l'étranger. Les exportations. C'est pour cette raison que l'on n'entend parler que de "compétitivité" depuis des décennies maintenant. Mais cette politique est vouée à l'échec : si les salaires stagnent partout, à qui vendre ? 19/25

Donc elle a échoué. C'est pour cela que la croissance par habitant en France est très faible. Par contre, cette politique a réussi en Allemagne : si vous exportez beaucoup, cela peut largement compenser les pertes de vente aux consommateurs de votre pays. 20/25

La stratégie de compétitivité par massacre des salariés peut donc réussir pour un pays. Mais pas pour tous. Elle est "non coopérative". C'est l'immense paradoxe de l'UE, qui aggrave la concurrence entre ses États Membres, parce qu'ils le veulent bien. 21/25

Le massacre des salariés est aussi au fondement de la crise financière de 2008 : c'est parce que les salariés américains ont été mis en concurrence avec les salariés chinois que leur niveau de vie s'est effondré. La "solution" états-unienne fut le crédit. 22/25

Bill Clinton dérégula massivement les banques, pour leur permettre de prêter à des salariés pauvres, afin de soutenir artificiellement la consommation, et donc l'emploi et les profits des entreprises US. Jusqu'au krach de 2008, dont nous ne sommes toujours pas remis. 23/25

Le massacre des salariés est aussi à la base des superprofits des grandes entreprises, des dividendes de folie, de la taille invraisemblable du secteur financier sur la planète. C'est le dérèglement majeur de nos économies, depuis 30 ans maintenant. 24/25

Je dois tout cela à Michel Husson @buissonet, lisez-le !

Par exemple ceci, un bijou : "Le partage de la valeur ajoutée en Europe", disponible sur son site hussonet (je n'arrive pas à copier le lien avec mon grrrr de téléphone).

🎵 That's all, folks ! 🎵

25/25